B2S-Comdata se rêve en numéro 1

02/04/2018

Décidément, B2S-Comdata ne cesse de dégainer depuis quelques mois... Tout doucement avec les rachats d'entreprises, le groupe se hisse dans le top français, européen, mais aussi mondial des centres d'appels... Pour rappel, l'année 2016 avait déjà été marquée par le rachat des centres d'appels de la FNAC et de N'Allo.

Acte 1 : B2S et Comdata se marie
Habilement le PDG du groupe s'est présenté comme la proie de Comdata... D'après lui, il aurait été racheté par l'ogre Italien qui ne cesse, lui aussi, d'acheter des entreprises à travers le monde. La réalité est un peu différente, puisque le premier actionnaire, après un fond de pension américain (Carlyle), reste Maxime Didier le PDG de B2S. Les actionnaires historiques de Comdata sont loin, très loin derrière... Pour le coup, la marque commerciale B2S va disparaître pour devenir Comdata France. Le PDG du groupe reste l'Italien Massimo Canturi et le poste de directeur général du marché francophone est attribué à Maxime Didier (pourtant premier actionnaire "humain").

Acte 2 : Comdata rachète Mobipel
L'opérateur Télécom Free a annoncé depuis longtemps son arrivée sur le marché Italien des télécommunications. Contrairement à la France, Free a décidé cette fois de sous-traiter son service client à des entreprises dont Comdata (et Teleperformance). Dans le deal, Free se débarrasse d'un centre d'appel, "Mobipel", bien connu depuis une enquête de "Cash Investigation" (émission de France 2). Sur cette filiale de Free, des syndicalistes résistent à la fermeture du site programmée par la direction depuis des mois ainsi qu'à sa politique anti sociale. L'équipe ***SUD*** dénonce les conditions de travail, tant dans les médias que devant les tribunaux afin de défendre leur travail. Devant cette résistance, Free a préféré capituler et revendre Mobipel à Comdata. Au passage, Free permet à ce dernier de se faire la main avant de commencer les prises d'appels en Italie. Nul doute que le gourmand Maxime Didier vise bien plus et, notamment, la sous-traitance de milliers de salarié-es localisé-es au Maghreb. ***SUD*** a gagné la première manche, celle de contraindre Free à ne pas fermer le site. A nous de continuer sur cette dynamique afin d'assurer le moins de casse sociale pour les salarié-es et surtout des engagements pour l'avenir.

Acte 3 : Comdata rachète CCA
Le profil de CCA était sans doute trop tentant pour notre Jules Cesar des centres d'appels, puisque ce groupe va compléter parfaitement l'implantation Européenne de Comdata. Peu de doublons en perspective hormis évidemment en France. Dans la corbeille de la promise CCA, il y a aussi et surtout des sites appelés HUB (Barcelone, Londres...) qui permettront au groupe de répondre à des appels d'offres européens multilingues.

Acte 4 : La digestion.
Il faudra attendre un peu de temps pour que tout cela devienne réalité puisque les instances du personnel n'ont pas encore rendu leur avis qui n'est malheureusement... que consultatif. A la fin du printemps, Comdata se situera dans les trois premiers groupes du marché francophone des centres d'appels à la même hauteur que Webhelp et Arvato avec environ 300 millions de chiffre d'affaires.

Et après ? La direction devrait imposer une restructuration du groupe, tant concernant l'emploi que les accords d'entreprise. Dans les deux cas, il ne faudra rien lâcher afin d'obtenir l'alignement vers le haut des acquis sociaux du groupe et la préservation de l'emploi de tous les salarié-es. Il faudra en tout cas éviter de répéter l'exemple de N'Allo, où les salarié-es ont perdu le peu d'avantages qu'ils avaient.

Le travail ne sera pas mince d'un point de vue social, puisque depuis des années Comdata a l'art d'imposer le "vide" dans les négociations malgré des bénéfices très importants. Enfin sauf si vous rêvez de voir dans le cadre des négociations annuelles un accord portant sur le Wifi en salle de pause, une prime pour de la cooptation, des challenges couronnant les trois premiers du site... Tout un programme, non ?

Fédération des activités postales et de télécommunications
Sud 25/27 rue des Envierges 75020 Paris **www.sudptt.org** sudptt@sudptt.fr 01 44 62 12 00

Aujourd'hui plusieurs questions se posent :

- La question de l'emploi :

En Région Parisienne l'ensemble des sites devrait être transféré à Genevilliers (siège de Comdata). Pour Mobipel ce n'est plus un secret, par contre la question devrait être rapidement posée pour le siège de CCA et son site situé à Colombes. D'autres coins de France devraient voir la question de la fusion des sites se poser comme dans le Nord (59) puisque Comdata est déjà largement implanté dans le département. De plus, la question des deux sites de Poitiers sera sans doute aussi posée... A noter que ces déménagements sont aussi souvent utilisés pour liquider des emplois, car les salarié-es ont tendance à ne pas suivre à cause des distances et des temps de transport.

- Les contrats :

Rien ne dit que tous les donneurs d'ordres comme Orange, déjà présent à Carmaux et Aix, souhaitent continuer l'aventure avec Comdata avec le même volume ou le même nombres de sites. 1+1 ne fait pas forcément 2 ou 3 dans le monde des centres d'appels. En effet, bien souvent les donneurs d'ordres comme Engie ou Orange choisissent plusieurs sous-traitants pour limiter les risques de dépendance... Le risque n'est pas nul, surtout que bon nombre de sites sont déjà fragilisés depuis des années comme ceux de Rouen ou Aix.

- Autres sites en danger :

CRM 06 (Genevilliers) pourrait voir son activité être délocalisée vers un des sites de CCA basés à Londres ou Barcelone, puisque ces deux derniers sont affectés à traiter des appels multilingues comme... CRM 06. Là-dessus se rajoutera les doublons d'emplois tant au niveau du siège que sur les sites (en cas de fusion de sites).

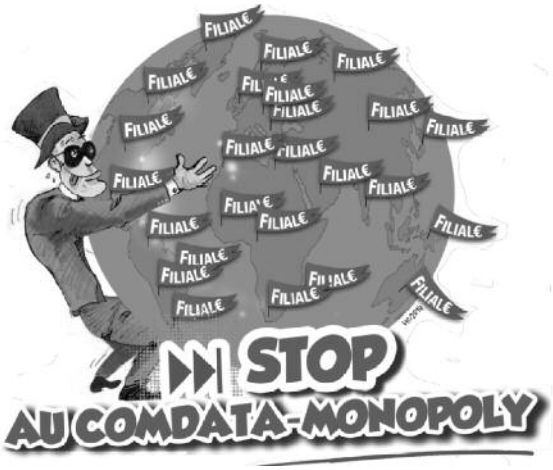
Conclusion : Il est donc clair que nous devons exiger des assurances sur l'emploi et nos acquis sociaux avant que la fusion des trois entités soit définitive. Il ne s'agit pas de crier au méchant loup, mais de garantir sereinement l'avenir de tous les salarié-es. Il faudra donc savoir organiser les résistances mais aussi surveiller tous les signes donnés par l'entreprise. Sinon ce double achat coup sur coup pourrait être un vrai cauchemar pour les salarié-es.

En attendant tous ces achats se font essentiellement parce que les salarié-es des trois entités ont démontré un savoir-faire et de la qualité dans leur travail. Sans nous, il n'y aurait pas de groupe ni de moyens financiers ni d'intérêt pour de tels achats. Nous exigeons donc notre part du gâteau ! **Comdata doit verser une prime exceptionnelle de 500 € pour tous les salarié-es des trois entités...** On vous rassure, il restera au groupe largement de quoi mener la grande vie vu les bénéfices de ces dernières années... Donner des signes positifs aux salarié-es commence par redistribuer une partie des richesses !

Le syndicat ***SUD***, sera représentatif sur l'ensemble du groupe et une partie des sites de Comdata France. Nous ferons notre possible pour mobiliser les salarié-es et l'ensemble des syndicats pour défendre les intérêts de tous les salarié-es. Pour y arriver, nous avons besoin de vous tous-tes afin de peser sur les négociations qui vont arriver. Avec ***SUD***, nos vies passent avant leur soif de pouvoir et de profits... Rejoignez ***SUD*** !

Comdata France réalisera donc 300 millions de chiffre d'affaires, avec des clients comme Engie, Nissan-Renault, BMW, SFAM, Orange...

Les sites sont situés à Aix en Provence, Carmaux, Poitiers, Le Mans, Amiens, Reims, Soissons, Valenciennes, Strasbourg, Chalon-sur-Saône, Rouen, Freyming,Saint-Marcel, Colombes, Genevilliers, La Garennes-Colombes, Issy-les-moulineaux, Villeneuve-d'Ascq, Marcq en Baroeul



@Syndicatsudb2s

Pour prendre contact avec Sud

SUD - 25/27 rue des envierges - 75020 - Paris
Tél : 01 44 62 12 23 - Web : http://www.sudptt.org/centresappels

Nom / Prénom : .....

.....

Site : .....

Téléphone : .....

Mail : .....